



PROGRAMME
AFRIQUE/S

BILAN DES ÉLECTIONS DE 2025 AU CAMEROUN ET EN CÔTE D'IVOIRE

*Entretien réalisé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS,
responsable du Programme Afrique/s avec*
Ousmane Ndiaye / Journaliste, éditorialiste et écrivain sénégalais

Novembre 2025



ENTRETIEN AVEC



Ousmane Ndiaye / Journaliste, éditorialiste et écrivain sénégalais



Ousmane Ndiaye est journaliste, éditorialiste et écrivain sénégalais. Il vient de publier le livre *L'Afrique contre la démocratie Mythes, déni et péril* aux éditions Riveneuve.



PROGRAMME
AFRIQUE/S

Le programme Afrique/s de l'IRIS s'inscrit à la jonction de la diversité et de la singularité du continent.

Il a pour ambition d'analyser les dynamiques endogènes qui impactent le continent, sans obérer les recompositions géostratégiques des puissances étrangères, en travaillant avec des chercheurs, des think tanks, des artistes et des intellectuels africains. À différents niveaux d'échelle, il s'agit de montrer la complexité des rapports de force qui se structurent.

Il est dirigé par Caroline Roussy, directrice de recherche à l'IRIS.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Dans cet entretien, Ousmane Ndiaye dresse le bilan des élections qui se sont déroulées au Cameroun le 12 octobre 2025 et en Côte d'Ivoire le 25 octobre 2025.

CAROLINE ROUSSY : Les résultats des scrutins au Cameroun et en Côte d'Ivoire n'ont guère surpris : peut-on encore parler de véritables élections politiques ?

OUSMANE NDIAYE : Politiques, tout dépend de ce qu'on entend par politique. Si la politique est juste l'art de se maintenir au pouvoir sans éthique ni vision, par tous les moyens, oui. Mais démocratiques, sûrement pas ! Ces élections sont un outil d'accaparement du pouvoir. C'est juste un moment de re-légitimation institutionnelle et non une véritable remise en jeu du pouvoir. Le cycle électoral actuel sur le continent illustre encore une fois cette incapacité à dépasser la question électorale. Une des grandes maladies des démocraties africaines en construction, c'est l'électoralisme. C'est-à-dire que la question démocratique est réduite à la question électorale donc aux enjeux de partage et d'accession au pouvoir.

Du Cameroun à la Tanzanie en passant par la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine (RCA), et le Bénin... élections partout mais démocratie nulle part. Il faut sortir de cette vision où la démocratie se réduit encore trop souvent aux enjeux électoraux. À côté de la question de la procédure électorale et des institutions, il faudrait ajouter celle de la démocratie par le bas qui englobe la construction de la citoyenneté, les formes de participation et les contre-pouvoirs. Ce volet est trop absent du débat. À vouloir coûte que coûte construire des démocraties par le haut, c'est-à-dire avoir des textes parfaits, des commissions électorales nationales indépendantes (CENI) qui n'ont d'indépendance que le nom, on peut fabriquer l'architecture institutionnelle la plus performante possible tout en oubliant ce qui fait la réalité des textes : leur application et les outils de contrôle par le citoyen. Le Cameroun en est l'exemple parfait : celui de la politique du ventre. Alors que l'instrument de mesure véritable de la démocratie, c'est la pratique politique.

Quand l'issue semble connue d'avance, le vote conserve-t-il encore une utilité ?

Dans ces démocraties procédurales, le vote conserve une utilité parce qu'au final, même si une bonne partie des acteurs donnent peu de crédibilité à cette élection, ce vote, même contesté, donne la possibilité d'une reconnaissance institutionnelle. Vous prenez l'exemple de Paul Biya, malgré tout, il finira par être reconnu par l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne (...) malgré les réserves. Cette reconnaissance sera d'autant plus sûre que les institutions internationales portent une vision normative et institutionnelle de la démocratie.

Le fait d'organiser un vote permet de remplir une case normative et de pouvoir rester dans cette illusion que l'État légal permet par exemple à la dictature de Paul Biya d'avoir les habits d'une démocratie.

Le vote est donc utilitaire. Je pense même que dans les fictions démocratiques africaines, sa fonction, aujourd'hui, n'est qu'utilitaire. Le vote ici n'a pas vocation à donner un espace d'expression au peuple, mais plutôt à remplir une case normative. Et à partir de là, la machine étatique se débrouille pour pouvoir relégitimer le pouvoir en place. Paradoxalement malgré les crises et chaos post-élections, *in-fine*, ces scrutins permettent le maintien au pouvoir. C'est une forme de subvertissement même de l'esprit du vote, comme le subvertissement par exemple des verrous constitutionnels contre le troisième mandat. L'esprit de la loi, des Constitutions donc, était l'alternance. En pratique, ces verrous ont été des outils contre l'alternance. Dans ce jeu, les populations ne sont pas dupes mais bien souvent impuissantes ou réprimées. La faiblesse de la participation, malgré la mobilisation de moyens colossaux, traduit cette perte de confiance.

Existe-t-il aujourd'hui une alternance au Cameroun et en Côte d'Ivoire ?

L'impossibilité d'alternance est double, plus large que la question électorale. Vous prenez, le Cameroun, l'opposant face au régime Issa Bakary Tchiroma était, il y a quelques mois encore, le thuriféraire et porte-parole zélé du régime de Paul Biya. Vous prenez la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo est l'opposant d'Alassane Ouattara depuis les années 1990.

Non seulement il n'y a ni alternance par les urnes, ni alternance par le renouvellement de la classe politique. Le verrouillage est double. Cela démontre aussi que les logiques d'opposition sont mues fortement par l'hyper-individualisation et les positionnements carriéristes.

En Côte d'Ivoire comme au Cameroun, le décalage sociologique entre la classe politique et la population est frappant. Ceux sont deux pays parmi les plus jeunes au monde avec une des classes politiques les plus vieilles au monde. La patrimonialisation du pouvoir empêche la construction de toute alternance. En fait, la gérontocratie n'est qu'un des symptômes du verrouillage démocratique.

La stabilité, souvent présentée comme un gage de démocratie, est-elle un argument suffisant ?

C'est un argument cousu de fil blanc. Longévité au pouvoir ne veut pas dire stabilité. Prenons Paul Biya au Cameroun de quelle stabilité parle-t-on ? Le pays est en guerre civile avec sa partie anglophone et au nord le pays est en guerre contre Boko Haram. Le destin de la plupart des jeunes camerounais se résume aux routes de la migration. De quelle stabilité parle-t-on ? Si on parle de la stabilité des élites qui profitent de ce système pour inscrire leurs enfants dans les meilleures écoles du monde, se soignent dans les meilleurs hôpitaux du monde, oui il y a une stabilité pour cette extrême minorité prédatrice.

Au fond, la seule stabilité qui vaille est celle qui permet la libre expression des citoyens grâce à des institutions et contre-pouvoirs solides. Ce qui invalide totalement, par exemple, l'argument d'Alassane Ouattara pour se représenter : sa personne et son expérience garantissent la stabilité face à l'expansion de la crise sécuritaire au Sahel. C'est un aveu involontaire d'échec quelque part.

Ces élections relèvent-elles de cette « fiction démocratique » que vous décrivez et dénoncez souvent ?

Oui, je pense que nous sommes dans la continuité des fictions démocratiques qui deviennent de plus en plus perfectionnées, avec leurs variantes. Aujourd'hui, on note par exemple que ce n'est plus l'ère des bourrages d'urnes massifs. Les fictions démocratiques instrumentalisent désormais la sophistication du droit et les moyens de l'État légal pour éliminer en amont les candidats susceptibles d'être une menace. On a vu ça au Sénégal sous Macky Sall, en Côte d'Ivoire avec Alassane Ouattara, au Bénin, où le principal parti d'opposition ne participera pas aux prochaines élections, etc. L'ingénierie est de plus en plus sophistiquée. Nous sommes non seulement bien établis dans la fiction démocratique, mais les scénarios se perfectionnent, au détriment du jeu démocratique. Les peuples sont les grands oubliés de ces fictions qui se jouent en Afrique.

Après tant d'échéances sans surprise, ressentez-vous vous aussi, comme Francis Laloupo, un certain blues démocratique ?

Non, je ne dirais pas que je ressens un blues démocratique. Ma posture est celle de la déconstruction des discours qui entravent la perspective démocratique. L'une des choses les plus importantes, c'est de renverser les termes du débat, parce qu'aujourd'hui, les termes du débat sur la démocratie sont posés dans un face-à-face stérile avec l'Occident. Cette vision débouche sur des impasses comme : démocratie signifie occidentalisation, signifie impérialisme, ou encore ramène à l'opposition factice de démocratie contre développement. L'horizon démocratique africain est au-delà de l'Occident.

Pour faire avancer la réflexion, il est nécessaire de dépasser à la fois les postures idéologiques et les instrumentalisation de la démocratie. Et surtout, un travail est important à mes yeux : renouer avec les sources africaines de la démocratie afin que la question démocratique ne soit pas seulement une question vue et vécue de l'extérieur.

Quelque part, il s'agit de recoller l'Afrique à la réalité de sa trajectoire démocratique qui, au-delà de l'Occident, au-delà de la colonisation, est inscrite dans ses sociétés, dans ses manières d'être et de faire.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AFRIQUE/S



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.